

Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Classe à Horaires Aménagés Musique - Conventions entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction Académique de l'Hérault - Écoles Gambetta, Auguste Comte et Daviler - Année scolaire 2020/2021

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Dans le cadre d'un partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction Académique de l'Hérault, la Direction Académique et la Métropole ont émis un avis favorable en février 2020 au réaménagement des Classes à Horaires Aménagés Musique (CHAM) sur trois écoles : écoles Gambetta et Comte pour la dominante vocale, et école Daviler pour la dominante instrumentale.

La dominante instrumentale s'installe à l'école Daviler pour les nouvelles recrues en CE1 à partir de la rentrée de septembre 2020. Elle perdure dans les écoles Comte et Gambetta uniquement pour les cohortes existantes (jusqu'en juillet 2023). La dominante vocale est créée dans les écoles Comte et Gambetta à partir de la rentrée de septembre 2020 pour les élèves entrant en CE1.

Les classes CHAM sont conçues et organisées en partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Régional Montpellier Méditerranée Métropole, l'enseignement musical est intégré dans le temps consacré à l'enseignement général afin de renforcer et de développer la capacité d'expression et de création des élèves. Une convention de partenariat entre la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Education Nationale a été rédigée pour préciser l'organisation pratique de ces classes.

Ainsi, il est convenu le dispositif suivant :

Fonctionnement :

- la Direction Académique garantit le fonctionnement pédagogique et délègue aux directeurs des écoles susnommées la responsabilité des élèves du cursus CHAM,
- le dispositif des classes CHAM est prévu pour les élèves à partir du CE1 après inscription,
- ces inscriptions sont réalisées par la Ville de Montpellier sur le secteur commun à ces trois écoles et la répartition des élèves est réalisée en concertation avec leurs directeurs, la Ville de Montpellier et la Direction Académique.

Conditions d'admission dans le cursus CHAM :

- les classes CHAM sont ouvertes à partir du CE1 à tous les élèves domiciliés dans la Métropole par la diffusion d'une large information,
- les modalités d'accompagnement des élèves pour les trajets Aller-Retour entre les écoles et le Conservatoire sont définies ainsi que les responsabilités respectives.

Il est précisé les modalités d'accompagnement des élèves ainsi que les responsabilités :

- le personnel effectuant les déplacements est composé d'un enseignant et deux animateurs de la Ville sur le trajet entre les écoles et le Conservatoire à 13h30,
- les animateurs sont proposés et rémunérés par la Ville de Montpellier. Sur le temps hors scolaire d'accompagnement des élèves, les enseignants sont rémunérés par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conventions entre l'Académie de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, pour l'année scolaire 2020-2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 6 août 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention COMTE - GAMBETTA

- convention DAVILER

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20200730-135159-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/08/20
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.